

Le tournant de 1976 : une rupture stratégique

Yannick Riviere – Fédération du Tarn

L'histoire du mouvement ouvrier français a connu un basculement majeur lors du XXII^e Congrès du PCF en février 1976. En abandonnant la référence à la “dictature du prolétariat”, le parti ne procédait pas à une simple mise à jour de vocabulaire, mais à une mutation profonde de son ADN politique. Pour comprendre les raisons de ce renoncement, il faut analyser trois facteurs déterminants :

1. L'illusion de l'union de la gauche et le programme commun

Depuis 1972, le PCF était engagé dans une alliance de sommet avec le Parti Socialiste de François Mitterrand. Pour rendre cette union crédible auprès d'un électorat de classes moyennes, la direction de Georges Marchais a estimé nécessaire de donner des “gages de respectabilité”. La dictature du prolétariat, perçue comme un concept violent et autoritaire, faisait tache dans le cadre d'un programme visant une transition légaliste et parlementaire. On a alors sacrifié l'outil théorique de la rupture sur l'autel de la stratégie électorale.

2. Le mirage de l'Eurocommunisme

Le PCF s'inscrivait alors dans la mouvance de l'Eurocommunisme (avec les partis italien et espagnol), cherchant une troisième voie entre capitalisme et modèle soviétique. L'objectif était de prouver une indépendance vis-à-vis de Moscou, mais le piège fut de croire que l'on pouvait parvenir au socialisme par la seule extension de la démocratie bourgeoise, sans briser l'appareil d'État capitaliste.

Cinquante ans plus tard, le bilan est tiré :

- **L'impasse de la dilution** : Les partis ayant choisi cette voie (comme le PCI italien ou le PCE espagnol) se sont fondus dans des blocs sociaux-démocrates ou des coalitions citoyennes. En perdant leur spécificité de classe, ils ont perdu leur base ouvrière et sont aujourd'hui soit dissous, soit réduits à des forces d'appoint sans ancrage réel dans la production.
- **La résilience de l'ancrage productif** : À l'inverse, les partis ayant refusé ce tournant, comme le **KKE grec** ou le **PTB belge**, affichent une vitalité frappante. En restant des partis de cadres enracinés dans les usines et les besoins concrets, ils maintiennent une force de frappe sociale et électorale (entre 7% et 15%) que les ex-eurocommunistes ont perdue. La force d'un parti communiste ne se mesure pas à sa capacité à plaire au cadre démocratique, mais à sa puissance de mobilisation là où se crée la richesse.

3. Le glissement sémantique et la peur des mots

La justification officielle reposait sur une analyse superficielle : le mot “dictature” évoquait Hitler ou Mussolini, et le mot “prolétariat” semblait trop étroit pour une France qui se tertiarisait. En voulant plaire au “Peuple de France” dans sa globalité, le parti a dilué l'identité de classe qui faisait sa force. On a traité un concept scientifique comme un épouvantail dont il fallait se débarrasser nous disait Louis Althusser, oubliant que derrière le mot se cachait la réalité du pouvoir réel des producteurs.

Ce choix a marqué le début d'un désarmement théorique face à l'hégémonie libérale qui s'installait.

Sortir du “Marxisme Zombie”

Réintroduire la dictature du prolétariat, c'est avant tout rompre avec ce que Michel Clouscard nommait le marxisme zombie. Depuis 1976, le discours communiste a trop souvent conservé une sémantique de gauche tout en étant vidé de sa substance subversive. Ce marxisme spectral s'est accommodé de la gestion du capitalisme en acceptant de ne devenir qu'un simple parti électoral.

En s'enfermant dans le seul cadre démocratique bourgeois, le parti se vide de sa substance. Pour le PCF, une élection ne doit jamais être une fin en soi, ni le cœur de son activité ; elle ne doit être que la conclusion politique et la traduction institutionnelle de sa présence effective sur le terrain de la production.

Le renoncement à la dictature du prolétariat a marché de pair avec l'effacement du parti sur les lieux de travail. Or, sans ancrage là où se crée la valeur, le parti n'est qu'une ombre. D'où l'urgence absolue de reconstruire et de multiplier les cellules d'entreprises. Ce sont elles qui constituent le tissu vivant de la souveraineté ouvrière. Sortir du marxisme zombie, c'est donc redonner aux mots leur fonction de combat et aux militants leur place naturelle : au cœur des rapports de production, là où se joue la réalité du pouvoir.

La révolution de la valeur d'usage

Cette transition repose sur une révolution anthropologique : le primat de la valeur d'usage sur la valeur d'échange. Dans le système actuel, la production est dictée par la marchandisation et l'accumulation du profit, transformant chaque objet et chaque service en un pur support de plus-value.

Réaffirmer la dictature du prolétariat, c'est imposer une économie où la destination du produit est déterminée par **les besoins réels de la collectivité**. En libérant le travail de la tyrannie du marché, nous passons d'une consommation de signes et de désirs orchestrée par le capital à une satisfaction concrète des besoins sociaux. L'outil de

travail, cessant d'être une marchandise, redevient le moyen de produire l'utile, redonnant ainsi tout son sens à l'activité humaine.

Le Pôle Public Financier : l'outil de la souveraineté

Pour que cette valeur d'usage s'incarne, elle doit s'appuyer sur un instrument de pouvoir économique majeur, le Pôle Public Financier. Sous le régime financier actuel, le crédit est l'arme de la valeur d'échange. Il ne finance que le profitable au détriment de l'utile.

Le Pôle Public Financier permet de briser ce monopole en démarchandisant l'investissement car il permet d'allouer les ressources selon l'utilité sociale (santé, énergie, industrie) plutôt que selon le taux de profit.

Il permet aussi d'inverser le rapport de force car ce n'est plus le travailleur qui se soumet aux exigences de la finance, mais l'argent qui est mis au service du processus de production souverain.

Conclusion : Pour une praxis de la souveraineté

En réinscrivant la dictature du prolétariat dans son programme, le PCF affirme qu'il n'est pas un simple gestionnaire du système, mais le parti de la rupture. Il s'agit de passer de la "gestion des choses" à la "direction des hommes par eux-mêmes". Pour transformer la résistance en une offensive légitime des producteurs sur leur destin, il faut cesser de s'excuser d'être communistes.